

DE LA DIFFICULTÉ HISTORIQUE DE FAIRE ÉMERGER UNE CLASSE D'ENTREPRENEURS À MADAGASCAR

Jean FREMIGACCI

Maître de conférences honoraire
Université Paris I Panthéon Sorbonne

Résumé : À Madagascar, l'histoire montre que l'organisation économique évolue suivant les intérêts des groupes dans les structures socio-politiques en place. Depuis la période dite *vazimba* (des origines au XV^e siècle), en termes de production, les groupes de populations malgaches se sont fixés surtout pour objectif l'exploitation de leur milieu naturel pour assurer leurs besoins. Ce sont les chefs de groupe ou de clan qui contrôlent ou monopolisent l'essentiel des activités économiques. Dans l'histoire de Madagascar, le contrôle social strict des individus au sein de leurs groupes empêche l'émergence d'une culture d'entreprise. De plus, en l'absence d'une théorie de la production, depuis l'apparition du *Fanjakana* (État), le modèle économique pour les Malgaches reste simplement l'accumulation de richesse qui est liée à la détention du pouvoir. Le mode d'organisation économique, imposé par les tenants du pouvoir successifs et soumis à l'influence de facteurs culturels, ne permet pas à l'initiative d'entrepreneurs malgaches individuels d'avoir sa place dans le pays.

Mots-clés : Madagascar – Économie - Société – Entreprises – Entrepreneurs

Abstract: In Madagascar, history shows that economic organization changes according to the interests of the groups within the existing social and political structures. Since the Vazimba era (from the origins to the 15th century), various Malagasy people groupings have focused, in terms of production, on the exploitation of their natural environment to provide for their needs. It was the group or clan leaders who controlled and monopolized the main economic activities. Such strict social control over the individuals within the groups has impeded the emergence of business culture in the history of Madagascar. Moreover, the lack of a clear production theory from the beginning of the *Fanjakana* (State system), has resulted in a particular economic model, which is simply accumulation of wealth, clearly linked with power holding. Such economic organization, imposed by the successive power holders and affected by cultural factor influence, does not give individual Malagasy businessmen the opportunity to have their own initiatives thrive in the country.

Key words: Madagascar – Economy – Society – Company – Businessmen

La problématique du développement a changé radicalement de paradigme depuis une quarantaine d'années. Les années soixante-dix avaient vu l'apogée du socialisme révolutionnaire tiers-mondiste et de son idéologie, le dépendantisme. Il s'agissait, pour le tiers-monde, de sortir du sous-développement par un combat contre l'impérialisme permettant d'accéder à l'indépendance véritable, l'indépendance économique. L'instrument de la victoire devait être un État fort qui, en établissant son contrôle des secteurs-clés de l'économie, serait chargé de mener la bataille du développement. Telle est la voie dans laquelle s'engagea Madagascar après 1972 et surtout 1975, sous la Seconde République ratsirakienne. Mais très vite la déception fut amère. Une gestion catastrophique mit le pays au bord de la faillite dès 1982, juste au moment où ailleurs le modèle soviétique, attaqué de toutes parts, s'enfonçait dans le discrédit, tandis que le vieux capitalisme libéral, rejetant les tendances sociales démocrates du keynesianisme, connaissait une nouvelle jeunesse sous Ronald Reagan et Margaret Thatcher aux États-Unis et au Royaume-Uni. À Madagascar, favorisé par la faiblesse des convictions idéologiques de la classe politique locale, le virage fut brutal. Dès 1984-1985, acceptant l'«ajustement structurel», le régime passe sous la tutelle de fait du bras armé de la politique américaine, le F.M.I et la Banque Mondiale, qui imposent la nouvelle *doxa* : dans le cadre d'une libéralisation intégrale de l'économie, il faut confier la charge de la croissance économique à un nouvel acteur, l'entrepreneur. L'alpha et l'oméga de toute politique économique est désormais : comment favoriser au maximum l'émergence de ces chefs d'entreprise qui seuls pourront faire de Madagascar le nouveau petit dragon de l'océan Indien.

Sur le papier, l'ambition n'avait rien d'utopique. À l'époque coloniale, Madagascar faisait figure, plus encore en raison de la qualité de sa population que de la gamme étendue de ses ressources, de colonie tropicale la plus avancée de l'empire français juste après l'Indochine. Gallieni n'avait pas manqué de relever, dans son grand rapport de 1905, un atout majeur du pays, la valeur économique de la population merina : « Autour de Tananarive vit un groupement d'un million d'individus au caractère industriels, à l'esprit éveillé et âpres au gain que la nature a placés dans un isolement opposé à leur désir d'expansion. Dans ce noyau de population, nous trouverons les meilleurs auxiliaires du développement économique et social de la région littorale »¹. La suite du XX^e siècle devait fournir nombre d'exemples de réussites individuelles malgaches sur lesquelles je reviendrai. Je me contenterai ici d'en citer une exceptionnelle, mais non unique, celle de Bernard Ramanantsoa. Professeur de stratégie d'entreprise à l'École des Hautes Études Commerciales (HEC), il prit en mains la direction de l'école en 1995, jusqu'à sa retraite en 2015, après en avoir fait l'établissement qui chaque année rivalise avec la London School of Economics pour la première place des grandes écoles de commerce en Europe.

Mais une objection surgit immédiatement. Ces réussites restent individuelles, elles n'ont jamais pu déboucher sur la formation, à Madagascar même, d'une bourgeoisie d'affaires nettement distincte de la bourgeoisie administrative et de la classe politique locale. Le problème ne se situe pas au niveau des individus, il est social et politique et plonge ses racines dans le passé le plus lointain.

¹ *Rapport du général Gallieni au Ministre des Colonies sur la situation générale de la colonie*, Paris, Imprimerie des Journaux Officiels, 1905, p.84.

I) LE LEGS DES SIÈCLES OBSCURS

On sait, depuis Braudel, que les structures mentales qui fondent la culture économique d'une société sont bien plus anciennes et d'évolution plus lente que celles qui déterminent sa culture politique. Dans le cas de Madagascar, si l'on veut comprendre pourquoi les sociétés malgaches ne sont pas parvenues à se donner une théorie de la production, il me paraît nécessaire de remonter aux origines et de dégager le problème ancien des relations des Malgaches avec leur espace. Hubert Deschamps, pour qualifier les conditions de peuplement de la Grande Île, a parlé d'une « robinsonade », l'aventure d'une poignée de migrants dans un immense espace vierge, qui y développèrent une « civilisation robinsonienne »². Il pointait ainsi implicitement un fait de base : dans le conflit de l'homme et de la nature, c'est celle-ci qui l'a emporté, par sa générosité même, pendant la période dite des Vazimba, qui couvre au moins une quinzaine de siècles, soit les trois-quarts de la présence des hommes à Madagascar. Contrairement à ce qu'on a pu croire jadis, ces Vazimba n'étaient nullement des primitifs issus d'un soi-disant « substrat bantou ». C'étaient bien les descendants des premiers arrivants d'Australonésie (l'Indonésie actuelle). Mais, trop peu nombreux pour relever le défi aussi bien des opportunités que des obstacles de leur nouvel espace, ils ont été victimes d'un processus d'« ensauvagement », au point d'être effectivement considérés comme des sauvages par les dernières vagues d'arrivants aux XIV^e-XV^e siècles. Même si cet ensauvagement a été très relatif dans la mesure où ils ont légué à leurs successeurs nombre d'éléments de culture australonésienne, Madagascar est loin d'être un cas unique d'une telle évolution. Le sinologue Owen Lattimore³, dans le cas de la relation entre les Chinois et les Mongols, a montré comment les seconds s'étaient différenciés des premiers suivant un processus par lequel « la civilisation a été mère de barbarie ». Et bien après les Vazimba, l'espace malgache a vu de telles différenciations, dans un espace nouveau, de groupes donnant une priorité absolue à leur liberté quitte à sacrifier leurs anciennes conditions d'existence. Les Antandroy n'étaient pas plus des hommes préhistoriques comme le croyait Lyautey⁴ que les chasseurs-cueilleurs Mikea ne sont des pygmées archaïques comme le croient encore nombre de leurs concitoyens⁵. C'étaient et ce sont toujours des Malgaches comme les autres. Il y a à peine deux siècles, l'ethnie des Zafimaniry, « paresseux et sauvages » aux dires de l'administration coloniale⁶, est née de groupes de Betsileo fuyant la conquête

² Hubert DESCHAMPS, *Histoire de Madagascar*, Paris, Berger-Levrault, 1960, p.315. Deschamps fait durer la « robinsonade » jusqu'en 1895 ! (nous avons gardé l'orthographe de Deschamps)

³ Owen Lattimore (1900-1989) est un théoricien marquant de la relation dialectique entre les sociétés humaines et leur environnement, notamment dans son ouvrage majeur *Inner Asian frontiers of China*, publié en 1940 par l'American Geographical Society et maintes fois réédité depuis.

⁴ Hubert LYAUTEY, *Dans le Sud de Madagascar*, p.379. Pour Lyautey, le voyage dans l'espace malgache, des Hautes-Terres vers le sud, est une remontée dans le temps : « Enfin, à l'extrême-sud, chez les Antandroy, nous sommes aux âges préhistoriques. Là, l'organisation sociale la plus rudimentaire : aucun indice de civilisation... ».

En fait, les Antandroy ont pour origine des clans malgaches du sud-est qui ont fui dans le bush du sud au XV-XVI^e siècle devant la diffusion de l'institution monarchique pour conserver leur organisation lignagère.

⁵ Jeanne DINA et Jean-Michel HOERNER, « Étude sur les populations Mikea du sud-ouest de Madagascar », *Omaly sy Anio* n°3-4, 1976, pp.269-286. En réalité, les Mikea sont très proches de leurs voisins Masikoro.

⁶ Daniel COULAUD, *Les Zafimaniry. Un groupe ethnique de Madagascar à la poursuite de la forêt*. Thèse de géographie, ed. FBM, Tananarive, 1973, p.87, jugement de 1904 : « Ignorants, sales, paresseux et sauvages, les Zafimaniry sont de tous nos administrés les plus arriérés... Rebelles à tout travail suivi et volontaire... ils ne témoignent quelque intelligence que dans la fuite et ne savent que faire le vide devant les *vazaha* », alors qu'au même moment Lyautey fait l'éloge de leurs cousins Betsileo, comparés à nos paysans d'Ancien Régime.

merina et qui, dans leur migration vers la forêt, ont régressé de la riziculture permanente irriguée à la culture sur brûlis.

Ces quinze, peut-être vingt siècles obscurs, ont légué deux données récurrentes de l'histoire économique de Madagascar. La première est l'absence persistante d'une théorie de la production. L'activité économique est perçue comme étant essentiellement un prélèvement sur un capital naturel ou, à une époque ultérieure, humain. L'idée que la production résulte d'une combinaison de facteurs dans laquelle l'investissement est déterminant est restée très ponctuelle et épisodique. En 1972, quand il s'est agi de traduire le mot « capitaliste », on a choisi « *mpangoro-karena* », « celui qui accumule des richesses ». Le profit capitaliste n'est donc pas perçu comme distinct de la rente. À la même époque, on pouvait entendre un économiste universitaire malgache expliquer que, pour se développer, il fallait un capital, mais que les Français étaient partis avec... Une explication qui d'ailleurs coexistait contradictoirement avec ce qu'on peut appeler le paradoxe issu du déséquilibre ancien entre la nature et l'homme à Madagascar. Les Malgaches sont persuadés qu'ils possèdent un pays très riche, ce qui n'est pas tout à fait le cas, car la mise en œuvre du potentiel de l'île, très réel par ailleurs, exigerait de très importants investissements, que ce soit dans les infrastructures de transport, dans le domaine des travaux d'hydraulique agricole ou dans celui de l'exploitation minière. Mais ils n'ont aucune confiance en eux-mêmes et dans leur avenir face à la puissance d'une nature qui leur impose son immuable et désespérante éternité. Plus précisément, l'espace malgache a favorisé une différenciation très poussée des populations malgaches que les conditions historiques des cinq derniers siècles sont venues aggraver en y ajoutant une différenciation sociale et politique qui a débouché sur une opposition irrémédiable jusqu'ici entre les masses rurales et urbaines, et le *fanjakana*, terme qui en Malgache recouvre à la fois le gouvernement, l'administration et la classe dirigeante. La conscience de ce fossé est la raison principale, mais inavouée, de l'émigration des élites merina vers l'Europe.

L'autre donnée ancienne appelée à perdurer est aussi inquiétante. Il s'agit de la tendance récurrente à la régression qui frappe le pays. L'époque des Vazimba, écrit Pierre Boiteau, est celle de la société sans classes⁷. Ce qui signifie que, en se dispersant dans l'île, les petits groupes de migrants ont abandonné leur formation sociale originelle, ils se sont désocialisés, apparaissant ainsi comme des primitifs aux yeux des nouveaux arrivants, jusqu'aux dernières vagues qui ont fait entrer Madagascar dans l'histoire, les Zafiraminia du XIV^e siècle et les Kazimambo du XV^e dans le sud-est, époque également où les derniers arrivés d'Asie montent sur les Hautes-Terres pour s'établir dans le pays que leur roi Ralambo, au XVI^e siècle va appeler l'Imerina, « le pays d'où l'on voit au loin », qui donne son nom à sa population, les (Anti)merina. C'est sans doute la constante d'un trop petit nombre d'hommes face à un espace à la fois nouveau et vaste qui explique la fréquence des régressions. Les Vazimba pouvaient se contenter de la culture sur brûlis et oublier la dure discipline de la rizière inondée. Ils avaient oublié de même le pénible travail du fer des Austronésiens, d'où leur défaite face au premier roi de la dynastie andriana, Andriamanelo, dont les sujets avaient réintroduit la métallurgie asiatique⁸. Mais cette même métallurgie devait à son tour régresser par la suite. Au début du XX^e

⁷ Pierre BOITEAU, *Les droits sur la terre dans la société malgache pré-coloniale*, dans CERM, *Sur le mode de production asiatique*, Éditions Sociales, Paris, 1974, pp.149-150.

⁸ Sur tous ces points, R.P CALLET, *Tantaran'ny Andriana* (Histoire des Rois), traduction par CHAPUS et RATSIMBA (1908), Éditions de la librairie de Madagascar, Tananarive, 1974, Tome I, pp.126-127, sur Andriamanelo et le fer ; pp.284-285, Ralambo définit l'Imerina.

siècle, le travail des forgerons de la bordure orientale de l'Imerina et du Betsileo apparaît très inférieur à celui des forgerons que Nicolas Mayeur avait observé à la fin du XVIII^e siècle⁹. De même, on relèverait un déclin analogue dans la qualité du travail des textiles¹⁰.

La menace de blocage et de stérilisation s'est étendue même au domaine culturel. Chez les arrivants islamisés du XV^e siècle dans le sud-est, l'islam s'est dégradé en pratiques divinatoires et ésotériques, l'astronomie en astrologie, les croyances laissant la place à de simples pratiques sociales et des interdits touchant les mœurs. Évolution hâtée par le malthusianisme des *Katibo* antemoro réservant à des *happy few* leur science des *Sorabe* au point d'en risquer la disparition. On ne peut s'empêcher de penser que Madagascar est, depuis un temps immémorial, le pays des occasions manquées. Certes les Malgaches ne sont plus des Vazimba, les nouveautés se sont succédées, l'histoire a avancé. Mais ses grandes périodes successives depuis cinq siècles n'ont fait que confirmer, voire renforcer, sous de nouvelles formes, les données structurelles antérieures.

II) DE L'ÂGE DES ROYAUMES (XV-XVIII^e SIÈCLES) AU ROYAUME DE MADAGASCAR (XIX^e SIÈCLE)

Le tournant des XIV^e-XV^e siècles va inaugurer une nouvelle époque fondatrice, celle des royaumes, qui s'étend sur trois siècles. C'est aussi, en liaison avec l'institution monarchique, le moment de la formation des grandes ethnies, Sakalava, Merina, Betsimisaraka, dont il convient de souligner le caractère originellement politique, qui éclaire la spécificité, par rapport à l'Afrique, du problème ethnique à Madagascar, apparemment paradoxal si l'on considère les très forts éléments d'unité linguistique et culturels du pays.

Pour notre propos, deux innovations majeures ont entraîné des conséquences qui pèsent encore sur le présent. La première est la mise en place de sociétés très strictement hiérarchisées. Le modèle le plus achevé aujourd'hui en est certainement la société Antemoro, la plus proche du modèle indien de l'*homo hierarchicus*¹¹, la seule à compter en particulier un groupe social « impur » de parias, les Antevolo. Ailleurs, le terme de « groupe statutaire » est plus juste que celui de « caste ». Dans le royaume Matacassi de la région de Fort-Dauphin, Flacourt nous décrit ainsi, au milieu du XVII^e siècle, une société qui oppose les « Blancs » (en fait des Malais au teint clair) aux « Noirs », les premiers, détenteurs de l'idéologie politique et religieuse, exerçant un pouvoir que leur délèguent les seconds, qui restent les maîtres du sol¹² : déjà, par certains côtés, une situation coloniale. Mais la formation sociale la plus représentative de la période est le royaume Sakalava qui, de son berceau du Menabe, va essaimer par segmentation du lignage royal Maroserana, les branches cadettes remontant vers le nord pour fonder les royaumes du Boina et ceux du nord sous les dynasties Bemihisatra et Bemazava.

Or ce modèle sakalava est fondamentalement prédateur. Évitant le bush du sud

⁹ Nicolas MAYEUR, « Voyage au pays d'Ankove (1777 et 1785) », publié dans le *Bulletin de l'Académie Malgache*, volume XII, 1913, 1^{re} partie, pp.139-173, et seconde partie pp.14-49. Jean FREMIGACCI, « Ordre économique colonial et exploitation de l'indigène. Petits colons et forgerons betsileo », dans *État, économie et société coloniale à Madagascar (Fin XIX^e siècle- 1940)*, Ed. Karthala, 2014, p.382.

¹⁰ J-P Domenichini me signale notamment l'article de G. HEURTEBIZE et J-A. RAKOTOARISOA, « Note sur la confection des tissus de type Ikat à Madagascar. Les Laimasaka de la région de Kandreh et Ambatomainty », *Archipel*, n°8, 1974, pp.67-81.

¹¹ Louis DUMONT, *Homo hierarchicus. Essai sur le système des castes*, Paris, Gallimard, 1971.

¹² Étienne de FLACOURT, *Histoire de la Grande Isle Madagascar*, Paris, Ed. Karthala, 1995, 656 p.

difficilement combustible, il a recouvert les régions de la façade occidentale de l'île où l'homme a pu se débarrasser par l'incendie de la forêt claire de l'ouest pour y développer l'élevage d'immenses troupeaux de bœufs, base plus encore symbolique qu'économique du lignage royal Maroserana et des lignages aristocratiques qui lui étaient associés¹³. L'extension des pâturages de cette période suggère une analogie avec l'Angleterre de l'époque et ses « moutons mangeurs d'hommes ». Ici aussi l'extension de l'élevage a nécessairement limité l'agriculture et entretenu le sous-peuplement, qui par ailleurs a été maintenu par une autre pratique prédatrice, la razzia d'esclaves. Car ce n'est pas le bétail qui fournit la contrepartie des biens de prestige et surtout des armes que les monarques se procurent auprès des trafiquants européens qui fréquentent la côte ouest. La contrepartie, ce sont les esclaves que les Sakalava vont rafler jusque sur les marges de l'Imerina. Le modèle sakalava est ainsi condamné à s'étendre sans cesse par la razzia et la guerre. Après la consommation du capital naturel de l'époque précédente, on en arrive maintenant à la consommation du capital humain. D'où un sous-peuplement persistant, déjà désigné comme facteur principal des régressions récurrentes. Ainsi, selon certaines estimations, la population du royaume du Menabe aux XVII^e-XVIII^e siècles n'aurait pas dépassé 50 000 habitants. Et dans un tel système, la notion de société et d'activités urbaines ne peut apparaître, sinon dans de petites enclaves étrangères toujours menacées d'être pillées comme l'île d'Antsoheribory dans la baie de Boina, ou, après 1750, Majunga au débouché de la vallée de la Betsiboka.

Ce modèle Sakalava a longtemps fâcheusement influencé l'Imerina. Pour l'anthropologue Maurice Bloch, l'insécurité régnante aurait été à l'origine de l'émergence d'une féodalité d'Andriana batailleurs retranchés sur les hauteurs, à la fois protecteurs et menace permanente pour les communautés paysannes Hova des vallées¹⁴, dans un contexte de guerres locales incessantes chargées d'alimenter la razzia et l'exportation des esclaves. D'où la seconde grande innovation du XVIII^e siècle. Face au danger, ces communautés ont résisté en consolidant l'institution du *foko*, réputé rassembler les membres d'un même lignage, soudés par la parenté et surtout enracinés solidement dans un terroir. Une stricte endogamie sur un territoire bien délimité a ainsi généré une primauté absolue des valeurs collectives, mais aussi très concrètes et circonscrites, du *fihavanana* et du *tanindrazana*¹⁵. Ces valeurs trouvent leur expression et leur dimension religieuse dans l'importance toute nouvelle donnée alors aux tombeaux lignagers. Ainsi constitué, le *foko* est une unité de résistance sur laquelle la menace extérieure se brise. Pour la collectivité villageoise, pas une tête ne doit dépasser du groupe, qui reste insaisissable, les véritables détenteurs du pouvoir restant dans l'ombre. Mais ceci au prix d'un contrôle social rigoureux des individus, auxquels l'idéologie du groupe impose un strict conformisme au nom de la fidélité proclamée aux ancêtres. Comme professeur de lycée à Tananarive dans les années 1965-1969, j'ai pu encore en mesurer les effets en constatant l'absence de compétition entre les élèves d'une classe : être premier, c'était se distinguer et se désigner à la vindicte du groupe !

Le génie d'un Andrianampoinimerina, le réunificateur de l'Imerina (1787-1810),

¹³ Jacques LOMBARD, *Le royaume sakalava du Menabe*, Paris, Ed. de l'Orstom, 1988, 151p.

¹⁴ Maurice BLOCH, « La séparation du pouvoir et du rang comme processus d'évolution. Une esquisse du développement des royautes dans le centre de Madagascar », dans Françoise RAISON-JOURDE (dir.), *Les souverains de Madagascar*, Paris, Ed. Karthala, 1983, pp.269-270.

Hova : terme ancien désignant les Merina, encore employé par le colonisateur. Dans son acception précise, et toujours actuelle, il désigne le groupe statutaire *Fotsy* (« blanc ») des roturiers libres, distinct des *Mainity*, roturiers libres « noirs ».

¹⁵ Jean FREMIGACCI, « Madagascar ou l'éternel retour de la crise », *Afrique Contemporaine*, n°251, pp.125-142.

sera de savoir passer un compromis avec ces communautés paysannes. Pour cela, il énonce un principe : un bon souverain « ne mange pas ses sujets », il ne les réduit pas en esclavage pour les vendre. Il réorganise socialement l'Imerina par une territorialisation des groupes statutaires « en damier » qui place les andriana sous la surveillance des grands *foko* Hova. Mais cette restructuration grandiose de l'espace social avait son talon d'Achille, sa conception de la ville, très différente de celle de l'Occident médiéval jouissant de « libertés ». En application des règles d'une cosmogonie très ancienne, Tananarive, redevenue capitale, doit être le modèle réduit, la carte sociale en réduction de l'Imerina. Donc une ville cloisonnée, fermée, sous la domination stricte du souverain et des groupes statutaires placés au sommet de la hiérarchie sociale, qui ne laisse guère de place à une bourgeoisie et à ses capacités d'initiative. À cet égard, il y a une analogie profonde, et qui ne doit rien au hasard, entre ce statut social et spatial de Tananarive, répliqué un peu plus tard à Fianarantsoa, et celui de la ville chinoise conceptualisé par Max Weber comme étouffant pour la liberté d'entreprendre¹⁶. Ce règne d'Andrianampoinimerina est un moment exceptionnel dans l'histoire de Madagascar. Car ce souverain a eu au plus haut point le sens de la nécessité d'une agriculture intensive qui permettrait de vaincre la malédiction du sous-peuplement. L'Imerina lui doit l'innovation d'une seconde récolte de riz dans l'année, celle du *vary aloha*, rendue possible grâce à de grands travaux d'hydraulique agricole qui font penser à une expérience de « despotisme asiatique » sur le modèle impérial chinois. Il faut y ajouter une politique de développement des marchés, les *tsena*, amorce d'une économie d'échanges qui voit se développer une classe de commerçants hova, qui fournit des conseillers au souverain. Le règne de Radama I^{er} (1810-1828), avec son ouverture sur la mer et l'étranger, l'arrêt de la traite et l'arrivée des missionnaires britanniques porteurs de techniques nouvelles et d'un projet de petite révolution industrielle dans les années 1820, semblait devoir prolonger l'évolution si positive du règne de son père. Mais un dérapage catastrophique va se produire à partir des années 1830.

Le royaume de Madagascar reconnu par les Anglais dès 1817 a payé très cher l'absence d'une règle de succession désignant un héritier légitime du trône. Andrianampoinimerina puis Radama avaient essayé d'imposer un principe unificateur monarchique. Mais ce principe vint se briser sur celui de la parenté qui reconnaît la légitimité royale à un lignage détenteur du *hasina* et non à un individu précis¹⁷. L'hécatombe familiale qui suit la mort de Radama I^{er} et porte au trône Ranavalona I^{ère} aboutit en fait à transmettre le pouvoir à l'oligarchie militaire des « honneurs », grands officiers d'origine variée, hova, andriana et même mainty (« noirs » au statut de roturiers libres), dominée par l'un des grands clans hova Tsimiamboholahy du nord-est de l'Imerina, celui des Andafiavaratra, dont le représentant le plus célèbre fut le Premier Ministre Rainilaiarivony, époux de trois reines successives et autocrate de Madagascar de 1864 à 1895. Or ce nouveau pouvoir va rater l'occasion de promouvoir une révolution *Meiji* sur ce modèle japonais dont un intellectuel malgache, le Dr Rajaonah, rêvait pour son pays dès 1889. En fait, derrière des réformes apparentes d'un modernisme chargé de tromper l'Occident, c'est le vieux modèle prédateur qui est repris, sur une plus grande échelle que jamais. Les expéditions militaires en direction des côtes ramènent sur les Hautes-Terres, dont la paysannerie est saignée à blanc par la conscription et par la corvée, une masse d'esclaves telle que, selon une estimation, ils en arriveront à former 60% de

¹⁶ Max WEBER, *la ville*, 1921. Ed. Aubier, 1982, pp.37-47.

¹⁷ Sur le conflit des deux principes et ses conséquences catastrophiques pour la maison Andrianampoinimerina, Aina Andrianavalona RAZAFIARISON, *Apport des traditions dans la succession royale merina. Madagascar XVI^e-XIX^e siècle*, éditions Tsipika, Tananarive, 2014 (édition de sa thèse soutenue à l'université Paris I).

la population de l'Imerina à la veille de la conquête française. L'économie de l'État royal du XIX^e siècle n'est donc qu'un modèle sakalava modernisé dans lequel, plus que jamais, la richesse est liée à la détention du pouvoir. Les esclaves restent sur place au lieu d'être exportés, Madagascar en devient même importateur. Ils sont remplacés dans la vente aux Mascareignes par les troupeaux de zébus dont l'exportation est gérée par les *Komandy*, les gouverneurs des centres côtiers. Ces fonctionnaires constituent un réseau commercial détenteur d'un monopole des relations avec les traitants étrangers, tandis qu'à l'intérieur, le développement d'une économie marchande est bloqué par le refus, sous prétexte d'empêcher une invasion étrangère, de créer une infrastructure de transports. Aucune place n'est donc laissée à l'initiative d'entrepreneurs malgaches individuels.

Le système est verrouillé par ailleurs par une idéologie qui fait du souverain le maître absolu non seulement des hommes, mais aussi du temps et de l'espace. Ces derniers ne sont pas une réalité que l'on peut maîtriser par un calcul et une mesure objectifs. Ils sont qualitatifs et politiques, les clercs royaux, *mpanandro* chargés du calendrier ou devins *mpisikidy* affectent les moments et les lieux d'une valence positive ou négative, favorable ou défavorable à une action humaine. Le début d'une année nouvelle relevait ainsi d'une décision souveraine, et il pouvait fluctuer en raison de la non-concordance entre l'année solaire et le calendrier lunaire malgache d'origine arabe. Le monde rural, lui, avait de bonnes raisons de rester fidèle à son calendrier solaire d'origine indienne. Or il faut rappeler que pour le grand historien de la révolution industrielle David Landes, l'invention la plus décisive, celle qui a permis le développement et l'avance de l'Occident, est l'horloge¹⁸. Sur ce plan, Madagascar est toujours, culturellement, dans l'ère pré-galiléenne. Le temps ne suit pas une progression linéaire et mathématiquement prévisible, il est circulaire et répétitif, donc immobile. D'où le thème rebattu et poussé à l'outrance du discours colonial opposant l'immobilisme malgache à l'esprit de progrès occidental¹⁹. Difficile, dans un tel contexte, pour un entrepreneur malgache, de bâtir un projet d'investissement à moyen ou long terme. Par contre, on a vu un Ministre des Finances déclarer en 1982 devant l'Assemblée Nationale Populaire « On planifie au jour le jour ». Depuis une quarantaine d'années, le calendrier universitaire, fixé chaque année par une décision du pouvoir politique, réserve des surprises. Il est arrivé que le terme d'une année soit fixé avant que l'on sache quand elle commencerait. La rentrée de l'année 2013-2014 s'est faite le premier mai 2014. L'année 2014-2015 vient d'achever son premier semestre en juillet 2015 et se terminera, si tout se passe bien, en décembre...

III) L'ÈRE COLONIALE ET POST-COLONIALE

On aurait pu penser que la conquête coloniale allait enfin ouvrir un vaste champ à l'esprit d'entreprise. Il n'en fut rien, et ceci, de manière inattendue, non seulement pour les Malgaches, mais aussi pour les colons eux-mêmes, qui dans ce cas précis se sont acculturés aux us et coutumes locaux. Trois données structurelles de l'ère coloniale, principalement, expliquent un tel blocage.

¹⁸ David LANDES, *Richesse et pauvreté des nations*, Ed. Albin Michel, 2001, 760 p.

¹⁹ *Bulletin économique de Madagascar*, 1^{er} trimestre 1923, « Chez les Tsimihety et betsimisaraka de Maroantsetra », par Charles Poirier, Chef de province : « Les générations nouvelles ressemblent aux générations anciennes, modelées sur le passé. Tsimihety et Betsimisaraka s'y attardent, ce ne sont pas des vivants ; mais des fossiles... »

La première est que, sous la supervision tatillonne d'une administration dont l'interventionnisme multiforme garantissait la prépondérance des intérêts métropolitains, l'économie était entièrement dominée par le commerce de traite aux mains de trois compagnies essentiellement, la CMM (Compagnie Marseillaise de Madagascar), la CLM (Compagnie Lyonnaise de Madagascar) et la SICE (Société industrielle et commerciale de l'Emyrne) fonctionnant comme les vieilles compagnies à charte de l'âge du mercantilisme. Le pacte colonial vouait le pays à l'exportation de produits bruts et à l'importation de produits fabriqués. Mais le protectionnisme français n'explique pas seul l'absence d'industrialisation.

Tout comme les époques antérieures, la colonisation s'est caractérisée par une déficience rédhibitoire des investissements qui a engendré un cercle vicieux qui s'est perpétué jusqu'à nos jours. Faute d'investissements dans les infrastructures (transports, énergie), les investissements productifs sont restés faibles, l'économie peu compétitive et enlisée dans la médiocrité. Le concept colonial de « mise en valeur » ignore toujours, pour l'essentiel, la sphère de la production²⁰ abandonnée aux autochtones. La compagnie de traite la plus rentable, la CMM, est celle à qui son fondateur, Louis Besson, avait imposé une règle impérative : il ne fallait faire que du commerce et rien d'autre. Elle put ainsi conserver un taux de profit élevé, puisqu'il se rapportait à des investissements très faibles. Sa grande rivale, la CLM, en tentant d'investir dans le secteur minier (graphite), ne rencontra que des déboires. Nous avons affaire-là à un mercantilisme attardé, et non à la mise en place d'un capitalisme.

Facteur aggravant pour les Malgaches, la base indispensable de ce mercantilisme est constituée par des minorités commerçantes étrangères, Indiens de la façade occidentale de l'île, Chinois de la façade orientale, base de la pyramide de la traite comme collecteurs de produits exportables et distributeurs de produits importés. Organisés en « congrégations » par l'administration et soumis à une « taxe sur les Asiatiques », ils offrent plus de garanties économiques et politiques que les commerçants locaux, et sont en même temps les boucs-émissaires commodes, pour le colonisateur, d'une pratique économique qui continue, comme par le passé, à être fondée sur la délinquance et le pillage des ressources du pays. Groupe tampon entre le pouvoir et la population malgache, ils font largement barrage à l'émergence d'une bourgeoisie d'affaires locale. Les crises successives n'ont depuis nullement entamé leur prépondérance, au contraire même. Dans son classement récent des grandes fortunes de l'Afrique francophone, la revue *Forbes Afrique* de novembre 2015, place, pour Madagascar, loin en tête aux trois premières places, trois hommes d'affaires indiens, qui apparaissent notamment comme les grands bénéficiaires de la privatisation de certains secteurs tels que celui de l'énergie. Traditionnellement, le grand patronat indien sait prospérer et se mettre à l'abri de la xénophobie anti-indienne grâce à ses liens avec le pouvoir²¹ et à la constitution de nouvelles bases économiques solides dans les Mascareignes et en France.

Un second blocage mis en place durant cette période est le modèle de comportement économique des colons. Il n'y a eu que très peu d'entrepreneurs véritables parmi eux. Il est intéressant de noter que la poignée de pionniers que l'on

²⁰ Albert SARRAUT, *La mise en valeur des colonies françaises*, Paris, Payot, 1923, 664p. Le chapitre consacré à Madagascar (pp. 500-523) montre que, pour l'auteur, « mettre en valeur » signifie construire des chemins de fer et des ports. C'est-à-dire, renforcer les bases du commerce de traite.

²¹ Cécile LAVRARD-MEYER, *Didier Ratsiraka*, Karthala, 2015, p.455 : le conglomérat Sipromad d'Ylias Akbaraly, première fortune de Madagascar, était très lié aux intérêts de la famille Ratsiraka.

peut relever au début de la colonisation ou bien ont échoué assez rapidement, ou bien n'ont pas eu de successeurs. Il n'y a pas eu, sauf exception tardive comme les De Heaulme dans l'Androy, de dynasties de grands colons à Madagascar. La seconde génération coloniale a déserté la brousse pour la ville et y vivre de rentes immobilières ou commerciales. Le type majoritaire de colon à Madagascar est un petit colon dépourvu au départ de capitaux comme de compétences techniques. Certains d'entre eux, essentiellement des métropolitains, parviendront à force de persévérance, à acquérir une honnête aisance et à s'élever à la condition de notable local, quelquefois même au statut d'homme fort de leur province : à Madagascar, le gros colon, quand il n'est pas un notable tananarivien qui jouit des faveurs du pouvoir, est ainsi, le plus souvent, un petit colon qui a réussi, dont il garde l'idéologie archaïque. Tel l'homme fort de Mananjary pendant des décennies, Jules Venot, ou le « roi du tabac » dans l'ouest, Rossignol, ex-adjoint des services civils démissionnaire qui, parti de rien en 1932, fait travailler quelque 750 métayers sur ses concessions dans les années 1950. Mais la pratique économique est toujours archaïque, on est loin du modèle de l'entrepreneur de l'âge du capitalisme. Et la grande majorité des colons restent ce qu'ils étaient, des *Poor Whites* qui avaient fui les Mascareignes en crise avec le rêve féodal de recréer à Madagascar l'économie de plantation esclavagiste qui avait disparu dans leur île d'origine. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, ils ne peuvent survivre que grâce à un statut de privilégié que leur octroie le pouvoir, qui se matérialise par l'octroi de concessions foncières à peu près gratuites, de livraison de main d'œuvre réquisitionnée par la pression administrative et par l'accès privilégié, voire réservé, à certaines activités comme l'exploitation de l'or et de la forêt, la vente d'alcool ou le droit de soumissionner aux marchés des Travaux Publics. Ce qui permet ainsi à un même individu d'être successivement ou à la fois exploitant minier, planteur, commerçant, entrepreneur et même fonctionnaire. Mais rien n'y fait, la plupart tombent dans une pauvreté qui les faisait qualifier de « Marécageux » dans les années 1930, condamnés à une existence « un peu madréporique »²². Ce modèle faiblement productif et gaspilleur, qui ignore bien entendu l'investissement, fonctionne dans des conditions de délinquance permanente, car le privilège suprême des colons, c'est de pouvoir violer impunément la réglementation proliférante édictée par le pouvoir, qui paralyse ceux qui ne peuvent pas la transgresser. Ce modèle aux antipodes de celui décrit par Schumpeter n'a certes pas fixé une norme pour la période de l'indépendance après 1960, mais il a pesé sur elle malgré tout. Car d'une part il a perpétué, comme l'État royal avant lui, une tradition d'économie de pillage des ressources et d'exploitation des hommes des époques antérieures ; et d'autre part il a suscité une résistance passive constante, finalement beaucoup plus efficace que la révolte ouverte de 1947, qui a ancré solidement les communautés paysannes dans une hostilité irrémédiable à la modernité et à toute entreprise imposées de l'extérieur, toujours perçues comme oppressives et sources de malheur.

Ce qui nous amène au troisième facteur de blocage, qui concerne la société malgache. Celle-ci, sous la colonisation, s'est figée dans ses cadres anciens et a accentué son caractère de société fermée. En Imerina, la hiérarchie des sept « castes » Andriana, comme l'a montré Jean-Pierre Domenichini²³, était auparavant évolutive, en

²² Jean FREMIGACCI, *op.cit.* chap.16, p. 552, lettre du Chef de Province de Tamatave en 1948 « Beaucoup de planteurs menaient avant 1947 dans le calme une vie un peu végétative, un peu madréporique, se contentant de ressources faibles ... c'était une existence un peu en veilleuse qui suffisait à des destins bornés... »

²³ Jean-Pierre DOMENICHINI, « Antehiroka et Vazimba. Contribution à l'histoire de la société du XVI^e au XIX^e siècle », *Bulletin de l'Académie Malgache*, LVI (1-2), 1978, pp.11-21. Du même : « Les Zanadralambo du

se renouvelant par le haut tandis le bas glissait vers la roture Hova. Mais après l'abolition de la monarchie qui régentait le système, celui-ci s'est figé, et des *Zanakandriana* aux *Zanadralambo*, la hiérarchie a été fixée une fois pour toutes. L'esclavage a été aboli mais les anciens esclaves ont continué à être désignés comme *Andevo*, comme assignés à un groupe statutaire. Et un processus de racialisation des groupes (dont on peut se rendre compte en regardant l'iconographie de *l'Histoire de Madagascar* d'Hubert Deschamps) a accentué les cloisonnements, en assimilant notamment les Mainty, aux descendants des esclaves affranchis andevo. Désignés comme Tanindrana ou Tambany, les populations côtières ont été victimes de la même dépréciation. Là aussi, le processus de l'ethnisation enferme les populations derrière le cloisonnement de frontières administratives dans une nomenclature arbitraire des ethnies. C'est le « Madagascar des 18 tribus » (Pourquoi pas 15, ou 25 ?), vision que les Malgaches ont intériorisée²⁴, alors qu'elle constitue un obstacle majeur à l'émergence d'une conscience nationale, condition nécessaire, comme dans l'Europe du XIX^e siècle, de la formation d'un marché national, champ d'action ouvert à l'initiative de nouveaux « bourgeois conquérants » comme ceux décrits par Charles Morazé²⁵.

Or, dans cette société figée dans ses cadres traditionnels, une donnée favorable au départ à l'émergence d'une élite économique moderne s'est révélée être au contraire un facteur de blocage. À Madagascar, l'élite nouvelle est sortie presque entièrement des anciens groupes statutaires dominants, les Andriana de l'Imerina essentiellement. Elle a donc repris leur vision du monde, et d'abord la conviction du rôle décisif de l'État dans la réglementation et la gestion de l'économie, et au-delà, le contrôle de la vie sociale, d'autant plus aisément que l'État colonial se montrait le digne continuateur de l'État royal. D'où le poids d'une bourgeoisie administrative, vraie « noblesse d'État »²⁶ incluant même le secteur qui en France forme les professions libérales, comme les professions médicales ou juridiques. Au départ, il s'agit toujours de fonctionnaires. Tout au long de la période coloniale, la fonction publique subalterne n'a cessé d'alimenter en employés de toutes sortes le secteur privé colonial, mais, même cadres, toujours placés en sous-ordre. La Première République (1960-1972) devait pour l'essentiel conserver la structure économique coloniale : en 1969, suivant une enquête de l'Institut d'émission, sur 528 entreprises de quelque importance, près de 90% étaient étrangères, réalisant 94,5% du chiffre d'affaires total et 96% des profits²⁷. Le poids des entrepreneurs malgaches était donc toujours très faible.

Vakinisisaony. Un exemple de mobilité hiérarchique en Imerina (XVIII^e-XIX^e siècle) », *Omalý sy Anio*, n°29-32 (1989-1990), 1994, pp.103-129.

²⁴ Le drapeau des nationalistes du MDRM en 1947 porte 18 étoiles, le CSR (Conseil Suprême de la Révolution) de 1975 compte 18 membres, un par « tribu ». On mesurera l'arbitraire de ce chiffre de 18 au fait que l'une des principales « tribus » qui se soulèvent en avril 1947, celle des Zafisoro, ne figure même pas dans la liste.

²⁵ Charles MORAZE, *Les bourgeois conquérants*, Paris, Armand Colin, 1957, 491p.

²⁶ Pierre BOURDIEU, *La noblesse d'État*, Paris, Éditions de minuit, 1989, 569 p.

²⁷ Guy POURCET, *La dynamique du sous-développement à Madagascar*, Thèse de doctorat d'État en Sciences économiques, université Paris X, 1982.

**Un exemple d'entreprise créée par la bourgeoisie merina pendant la Première République :
la Savonnerie Tropicale**



(Cliché : Madagasikara an-tsary. *Les réalisations malagasy*, 1965)

Faute d'une bourgeoisie d'affaires nationale, c'est donc l'État qui a dû se charger de conquérir la « seconde indépendance ». Après 1972, le nouveau régime malgache n'a pas eu beaucoup de mal à y parvenir. Il suffisait pour cela de malgachiser les structures concentrées héritées de la colonisation, en lançant un programme étendu de nationalisations touchant même le cinéma ! La Compagnie Marseillaise devient la ROSO, la Lyonnaise devient la SOMACODIS, mais gardent exactement les mêmes modalités de fonctionnement vis-à-vis de la population. En fait, le socialisme ratsirakien sous la II^e République (1975-1992) est toujours l'héritier de l'idéologie et de la tradition royales du XIX^e siècle. Sa Haute administration, nouveau visage de l'oligarchie dominante, est bien dans la ligne des *Manamboninahitra* de la monarchie merina. Les Hauts fonctionnaires qui avaient en mains le Ministère des Finances ne venaient-ils pas pour nombre d'entre eux d'un même clan de grands Hova de l'Avaradrano, le *teraka* (lignage) Rainizafimanga ? Comme jadis, c'est la détention du pouvoir qui donne accès à la fortune.

Certes cette oligarchie doit composer avec les minorités étrangères, Indiens et Chinois, toujours indispensables au fonctionnement du système et plus puissants que jamais en raison de leur expertise dans le maniement de la corruption²⁸. Mais elle sait

²⁸ Contrairement à une idée répandue, elle n'est pas postérieure à l'indépendance à Madagascar. Sans même remonter très haut jusqu'à l'État royal, signalons que la vague de corruption des années 1944-1948 rendit nécessaire le renvoi en France d'une série de Hauts fonctionnaires dont un Gouverneur général, un Secrétaire

faire barrage à des concurrents locaux un peu trop dynamiques comme l'illustre l'affaire COROI en 1976. Ce groupe commercial français venait de connaître une expansion très rapide depuis 1974 en profitant de la médiocrité de gestion des ex-compagnies de traite nationalisées. Devenu trop important, ses dirigeants pensèrent se protéger en s'associant au propre frère du Président, Etienne Ratsiraka. Mais la haute administration merina, emmenée par le Ministre de l'Économie, réussit à arracher sa nationalisation et sa prise en mains par l'État.

IV) DES RAISONS D'ESPÉRER ?

Tout ceci, cependant, ne signifie nullement que l'esprit d'entreprise ait été éradiqué à Madagascar. L'héritage des contraintes sociales et étatiques est lourd, mais il laisse l'avenir ouvert. Si le pouvoir et la société ont si constamment pesé sur les individus pour les fixer dans un statut rigide et sur leur *tanindrazana*, c'est aussi parce que les Malgaches ont toujours été animés d'une puissante tradition de mobilité²⁹, entretenue par la forme ordinaire de la contestation de l'ordre existant. A Madagascar, on ne combat pas le pouvoir de front. Ou bien on essaie de l'infiltrer, ou bien on le fuit. La première stratégie a pu souvent être mise en œuvre pendant l'ère coloniale, notamment dans les conjonctures de crise et les situations de sous-administration régionale. Ainsi dans la province de Maroantsetra, où la colonisation s'enfonce dans la crise après 1926, et que l'administration coloniale laisse à l'abandon, la croissance économique se poursuit néanmoins dans les années 1930. Elle repose sur l'ethnie très mobile des Tsimihety, qui en une décennie passent aux yeux du pouvoir de la catégorie « sauvages insaisissables » à celle de républicains (ceci parce qu'ils sont allergiques à l'institution monarchique) ouverts à la scolarisation et au progrès. Ils suivent l'exemple des fonctionnaires subalternes merina qui se transforment en planteurs et en hommes d'affaires, tel ce gouverneur Raharison qui en 1926 revend 200 000 francs à un colon une vanillerie qui lui en avait coûté 32 000 et enrichit sa famille dans son bourg d'origine, Behenjy, en Imerina³⁰. Comme l'avait prévu Gallieni, la *Pax Gallica* a permis l'expansion de toute une diaspora merina dans les provinces. Il ne s'agissait pas d'individus désocialisés, mais de gens entrepreneurs sachant utiliser la tradition d'un clan ou d'une famille qui jouaient le rôle de filet de sécurité en cas de coup dur.

Dans le cas de R. [J.F : il s'agit de Ramanandraibe] analysé par Fara Rajaonah³¹, on voit l'ascension d'un homme qui sait trouver les bons créneaux d'activités sur le marché intérieur négligés par le commerce de traite, et s'affranchir des contraintes sociales et politiques, en se faisant notamment octroyer la citoyenneté française, ce qui lui permet d'échapper à la menace des sanctions du code de l'indigénat. Il est ainsi à l'origine d'une grande famille [les Ramanandraibe-Ramaholimihaso] des affaires de la capitale que les pouvoirs successifs ont toujours ménagée jusqu'à ce qu'elle soit menacée par l'avidité de Ravalomanana. Autres exemples, que nous fournit cette fois la région de Mananjary. Le Chef de province en 1926 y distingue « les Hova et

général (le n°2 de la colonie), un Directeur des Affaires économiques, un Chef de Province de Majunga... une situation liée à ce qu'on appela alors « le problème indien » à Madagascar. Déjà en 1921-1923, une mission de l'Inspection des colonies avait relevé des exemples aussi édifiants qu'inquiétants.

²⁹ Hubert DESCHAMPS, *Les migrations intérieures à Madagascar*, Berger-Levrault, 1959, 283p.

Jean-Pierre RAISON, *Les Hautes-Terres de Madagascar*, Ed. Karthala, 1984. T.1, pp.129-134.

³⁰ Jean FREMIGACCI, *op.cit*, chap. 8, pp. 239-241.

³¹ Fara ESOAVELOMANDROSO-RAJAONAH, « Un marchand à Tananarive dans les années 1930 », dans *Entreprises et entrepreneurs en Afrique*, T.1, pp. 221-233, L'Harmattan, Paris, 1983. Également « Commerçants malgaches de nationalité française à Tananarive (de 1910 aux années 1930) », *Omalasy Anio* n°15, 1982, pp.171-183.

Betsileo, plus civilisés, presque tous commerçants, artisans ou colons planteurs, ayant une situation sociale de beaucoup supérieure à celle de l'autochtone, et de beaucoup plus laborieux ». Au fil des rapports, on relève des fratries et des alliances familiales, le plus souvent d'andriana. À Kianjavato, Rakotondrasoa et ses frères sont ainsi des *Andriamasinavalona*, la troisième caste noble, non territorialisée jadis en Imerina, dans laquelle le souverain puisait des *tompomenakely*, des titulaires de fiefs-délégués s'étendant parfois des Hautes-Terres jusqu'à la côte. Une réussite remarquable est celle du clan Ratsimba dans le gouvernement de Vohilava. Son chef, Rabetsimba, entre 1930 et 1947, développe un réseau commercial qui domine les échanges dans les quatre cantons du gouvernement. Ses frères et cousins, et ses alliés, les frères Ranaivo, y tiennent une vingtaine d'agences et ils contrôlent même les commerçants chinois³². Cette famille illustre le dynamisme de la « caste » andriana des *Andriantompokoindrindra* originaire d'Ambohimalaza en Imerina, dont l'activité commerçante s'est développée depuis l'époque royale indépendamment de l'État. Dans le commerce du bois notamment, elle a pu profiter de la médiocrité de l'exploitation forestière coloniale. Cependant Rabetsimba doit sa réussite d'abord à son talent personnel, car il n'est que le cadet d'une famille dont l'aîné est l'un de ses gérants de succursale. Mais l'entreprise a eu un destin tragique. Car, dans sa volonté logique de s'autonomiser complètement vis-à-vis de son coûteux associé/protecteur européen, le gros colon Lamoulie, et des pesantes structures de l'économie de traite, Rabetsimba s'est engagé à fond dans le mouvement national en 1947. Lui et un de ses frères ont été fusillés sommairement, et l'aîné a été condamné à mort, peine commuée en travaux forcés. Aujourd'hui, le clan Ratsimba a disparu de la région de Mananjary, et la plupart des descendants ont émigré vers la France.

Et de fait, l'insurrection de 1947 et sa répression ont été une catastrophe, un nouveau bond en arrière, en étant fatales à de nombreux émules de Rabetsimba, comme j'ai pu le relever aussi bien dans le sud-ouest, dans la région de Tuléar, que dans le nord-est, dans la région d'Antalaha-Sambava³³. Formant les cadres du parti nationaliste MDRM, ils ont été arrêtés en masse, souvent préventivement, et leurs biens pillés avec le consentement plus ou moins tacite de l'administration coloniale. Quand ils sont sortis de prison, leur place avait été reprise par les commerçants asiatiques. Des émeutes anti-merina de décembre 1972 à Tamatave, qui ont provoqué la fuite vers les Hautes-Terres de quelque 5 000 *valovotaka* (Merina fixés de longue date sur la côte), aux événements de 2009 à Tananarive, le risque des émeutes urbaines accompagnées de pillages est toujours présent à Madagascar et il peut ruiner les entreprises les plus prospères. D'autant qu'à cela s'est souvent ajouté, comme chez les colons, le redoutable « effet Buddenbrook »³⁴ : ainsi une belle entreprise moderne comme « la Savonnerie Tropicale » fondée en 1960 par un pharmacien dynamique a fini par périr par suite de l'impéritie des héritiers et d'une absence

³² Jean FREMIGACCI, « L'insurrection de 1947 dans la région de Mananjary, Aux origines d'une insurrection (1896-1940) », *Tsingy* n°12 (2010), pp.11-36 ; « La montée des périls (1900-1947) » ; *Tsingy* n°13, premier semestre 2011, pp.68-100 ; « Le drame », *Tsingy* n°14, deuxième semestre 2011, pp.106-162.

³³ ARM D 887/3 (Affaires d'Antalaha), le Haut-Commissaire Barges au Procureur Général, 15 avril 1950, transmettant un dossier de 55 plaignants, Merina en grande majorité, arrêtés pour la plupart en avril 1947, soumis à un pillage en règle, qui ont porté plainte entre avril et juin 1949 après un long séjour en prison préventive. Réponse du Procureur le 5 mai 1950 : « Ce serait peine perdue que de vouloir rechercher la vérité aujourd'hui »...

³⁴ Ainsi dénommé par les économistes d'après le roman de Thomas Mann *Les Buddenbrook* : la première génération crée et développe l'entreprise, les suivantes finissent par la ruiner.

d'investissement persistante. Le « syndicat des industries de Madagascar » de jadis a pu mériter le surnom de « syndicat des industries mortes ».

Les raisons d'être pessimiste ne manquent donc pas. Faut-il pour autant se résigner et conclure que décidément l'État et la société feront toujours barrage aux individus dynamiques et entreprenants ? La littérature malgache d'expression française a elle-même fait de cette désespérance un thème majeur. Une thèse récente³⁵, en analysant trois romanciers, dont le grand Jean-Joseph Rabearivelo, nous montre des héros fragiles et menacés, engagés dans une lutte désespérée qu'ils ne peuvent que perdre tant les forces qui les entraînent les dépassent. D'où une aspiration irrésistible à l'exil, à la fuite d'une « île-prison » et d'une « ville-nécropole » (Tananarive) où l'individu écrasé par le poids des ancêtres rêve de renaître ailleurs. Poids des ancêtres et de la société ou poids de la nature dont témoigne une fuite symétrique de l'Européen vers la primitivité, illustrée par Charles Renel dans son roman *Le décivilisé* (1923)³⁶ ?

Il est vrai que l'incertitude reste totale en ce qui concerne le devenir politique de la Grande Île. Et l'investissement, surtout à long terme, avec la mobilisation des capacités humaines, est toujours une voie plus aléatoire que la pratique traditionnelle des comportements économiques prédateurs. Pourtant, dans une situation globalement désastreuse, on peut entrevoir une lueur d'espoir et des indices d'une évolution positive.

À cet égard, l'itinéraire de Marc Ravalomanana est représentatif de la transition dans laquelle s'est engagé le pays. Ravalomanana a été indiscutablement un entrepreneur dynamique, qui s'est construit un petit empire industriel en profitant du retour au libéralisme après 1984-1985 et de l'appui financier de la Banque Mondiale qui justement cherchait des hommes comme lui. Le fait nouveau, dans son cas, est que c'est la réussite économique qui lui a permis d'accéder au pouvoir politique et non le contraire. Ensuite, comme président, il a montré qu'il avait une vision de l'avenir, prenant même à contre-pied ses compatriotes avec sa fameuse réponse, si mal accueillie, à Jacques Chirac qui avait évoqué les excès de la répression de 1947 : « Tout cela, c'est du passé, je n'étais pas né, il faut se tourner vers l'avenir », réflexion qui montre qu'il avait ce jour-là la mentalité d'un *tycoon* de petit dragon asiatique. Mais sa libération vis-à-vis de la tradition est restée très incomplète, et il a fini par céder à la vieille tentation, pour le pouvoir, de mettre la main sur des rentes fructueuses, accentuant par-là la défiance des investisseurs éventuels et l'hostilité des entrepreneurs malgaches menacés³⁷. Sa chute brutale en 2009 a ruiné ses entreprises et ouvert la crise qui dure toujours.

Assez paradoxalement, cependant, cette interminable crise pourrait bien avoir des conséquences positives pour la liberté d'entreprise à Madagascar, en déblayant le terrain devant elle aussi bien sur le plan politique que sur le plan social. Les années

³⁵ NjakaTsitohaina RAMIANDRARIVO, *La littérature malgache d'expression française : une littérature en exil, une littérature de l'exil, une littérature des exilés*. Thèse, Université de Paris III Sorbonne nouvelle, 2010. Le roman de Michèle RAKOTOSON *Le bain des reliques* est à cet égard exemplaire.

³⁶ Charles RENEL, *Le décivilisé*, Saint-Denis de la Réunion, Ed. Grand Océan, 1998, 215p. Directeur de l'enseignement pendant vingt ans à Madagascar, Renel fut par ailleurs « un des rares Français des débuts de la colonisation à comprendre les Malgaches, en particulier les Hova et les Merina » (Dr Rakoto-Ratsimamanga).

³⁷ Cécile LAVRARD-MEYER, *op.cit.*, p.548, citant *Peace and conflict impact assessment. Madagascar*, The graduate institute, Genève 2010, p.29, « Ravalomanana créa les conditions pour étendre son propre empire économique par l'intermédiaire d'exceptions tarifaires et de mesures coercitives pour saisir les fournisseurs et les détaillants. Avec cette position de puissance, et en l'absence de loi anti-trust, il était presque impossible pour les entrepreneurs malgaches de rivaliser ».

Rajoelina/Rajaonarimampianina depuis 2009 ont achevé de discréditer le mythe de l'homme providentiel en même temps que la classe politique malgache dans son ensemble. Une situation de vide politique s'est créée, qui favorise l'émergence d'un pouvoir économique des nouveaux riches qui parviennent à s'affranchir du pouvoir politique et même à prendre l'ascendant sur lui, ce que suggère le rôle d'hommes d'affaires comme Hery Razafimahaleo il y a quelques années ou, exemple moins honorable, Mamy Ravatomanga plus récemment³⁸. Certes il y a beaucoup à dire sur cette nouvelle ploutocratie. Madagascar semble à ce stade du capitalisme où l'accumulation primitive se fait dans un contexte de délinquance comme jadis dans la France du Second Empire, avec les « voyous » bonapartistes évoqués par Marx, ou les États-Unis des années 1880 où des *robber barons*, des « barons voleurs », achetaient sans vergogne des législatures entières d'États.

Or dans le même temps l'explosion démographique et l'urbanisation jointes à la déliquescence de la société sont en train de faire sauter le verrou des vieux cadres sociaux et ethniques et de leurs vieilles valeurs rurales datant de l'âge du sous-peuplement, qui bridaient l'initiative individuelle. Les Hautes-Terres de Madagascar sont aujourd'hui un gisement de main-d'œuvre de bonne qualité à bas prix et pour la jeune génération le maître-mot est « Business ». Par ailleurs, l'opinion n'y croit plus, après les expériences récentes, depuis 2002, que la mauvaise gouvernance du pays était due à l'exercice du pouvoir par des côtiers. Les dernières élections présidentielles montrent une atténuation des antagonismes ethniques, les deux principaux adversaires, tous deux Merina, ayant rassemblé des suffrages aussi bien dans les régions côtières que sur les Hautes-Terres. Les distinctions statutaires semblent de leur côté de moins en moins prégnantes. Reste que, pour que les nouveaux riches se muent en entrepreneurs et en investisseurs, et avant tout *take off* d'une économie fondée sur l'entreprise, deux préalables connexes sont indispensables. D'abord, retrouver une gouvernance stable dans un État de Droit, qui seule, notamment, permettra le retour d'une partie de l'élite expatriée. Et ensuite, restaurer la confiance dans l'avenir de leur pays qui n'a cessé de faire défaut aux Malgaches depuis l'indépendance comme l'exprimait la déclaration d'un parent d'élève de lycée à un professeur de philosophie voici déjà un demi-siècle : « Nous attendons de vous que vous permettiez à nos enfants d'acquérir un diplôme valable de plein droit sur le territoire français afin qu'ils puissent le plus vite possible quitter ce pays qui n'a pas d'avenir »³⁹. Ce défaut de confiance, bien antérieur à la crise des quatre dernières décennies, en apparaît plus comme une cause que comme une conséquence. Au vu de tout ce qui précède, la tâche de rétablir la situation sera longue.

³⁸ Qui, dans le classement 2017 de *Forbes Afrique*, s'est hissé à la seconde place des grandes fortunes de Madagascar derrière Ylias Akbaraly.

³⁹ Anne-Marie GOGUEL, *Aux origines du Mai malgache*, Paris, Ed. Karthala, 2006, p.13.